



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/NGO/87  
27 mars 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS, ESPAGNOL  
ET FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 23 de l'ordre du jour

QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX POPULATIONS AUTOCHTONES

Exposé écrit présenté par le Centre Europe-Tiers Monde,  
organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[17 mars 1998]

1. La situation qui prévaut au Mexique en ce qui concerne les problèmes touchant les populations autochtones se poursuit, deux ans après la signature des Accords de San Andrés, sans être résolue.

2. Deux ans plus tard, au lieu de respecter ces accords, le Gouvernement fédéral continue de mener une campagne de harcèlement contre les organisations, populations, communautés et dirigeants autochtones. Ses actes le démontrent de la manière suivante :

a) Il a militarisé les régions indigènes du Chiapas, de Guerrero, d'Oaxaca, de Veracruz, de Guanajuato, de Puebla, de Jalisco, de Nayarit, de Tabasco et de Campeche, preuve de la peur que lui inspirent les voix autochtones. Il augmente les effectifs militaires au Chiapas, se livre à des incursions et des interrogatoires dans les communautés de la Zone nord, la Selva et les Altos de Chiapas, dans la Sierra Mixe et la Sierra Juárez, et continue la répression des Loxichas dans l'Oaxaca;

b) Il a déclenché une campagne contre les authentiques représentants et dirigeants autochtones, en ayant recours à l'intimidation, l'emprisonnement, la torture et l'assassinat dans les régions du Chiapas, de Guerrero, d'Oaxaca et de La Huasteca ainsi que, plus récemment, de Querétaro;

c) Il fabrique des conflits dans les communautés en armant des groupes paramilitaires qui, appuyés par les corps de sécurité publique et l'armée fédérale elle-même, ont semé la terreur au Chiapas et cherchent maintenant à faire de même dans d'autres régions du pays. La tuerie d'Acteal, condamnable dans tous les sens de l'humain, est la preuve irréfutable de cette politique de génocide.

3. Et pendant qu'au Chiapas la sale guerre du Gouvernement dépeuple des régions entières, ce qui entraîne de plus en plus de déplacés qui, encerclés, subsistent dans des conditions inhumaines bien qu'avec suffisamment de dignité pour n'accepter aucune aide de ceux qui les ont mis dans cette situation, le Gouvernement continue à calomnier les autochtones et à rester sourd à leurs revendications.

4. Le Gouvernement persiste dans ses mégaprojets comme l'isthme de Tehuantepec qui, sans aucune consultation ni participation des communautés touchées, les dépouillera de leurs ressources naturelles, détruira l'environnement, désagrégera la vie communautaire et donnera aux sociétés multinationales la possibilité de diviser le pays et de profiter de ses richesses.

5. Par conséquent, les peuples autochtones du Mexique réclament :

a) Que les Accords de San Andrés soient respectés et que la Constitution fédérale reconnaisse le droit à l'autodétermination s'exprimant par l'autonomie;

b) Que le Gouvernement retire sa contre-proposition et appuie la proposition originale de réformes du 29 novembre 1996 de la COCOPA;

c) Que l'armée mexicaine quitte les régions indigènes et retourne à ses casernes, s'attachant strictement aux attributions que lui fixe la Constitution;

d) Que les auteurs matériels et les auteurs intellectuels de la tuerie d'Acteal soient punis, que les groupes paramilitaires soient démantelés et désarmés et qu'il soit mis fin à leur impunité;

e) Qu'il soit mis fin au harcèlement, à la torture, à l'emprisonnement et à l'assassinat des dirigeants autochtones;

f) Que soient libérés les personnes emprisonnées pour appartenir à la base populaire pro-zapatiste ainsi que les prisonniers politiques;

g) Que les territoires et terres indigènes soient défendus contre tous ceux qui prétendent y rester et réduire l'espace vital d'expansion des communautés;

h) Que l'article 27 de la Constitution soit amendé pour retrouver l'esprit dans lequel il a été conçu;

i) Que soient annulés tous les mégaprojets entrepris par le Gouvernement et les sociétés transnationales et que soit respecté l'engagement signé à San Andrés de consulter pour tout projet les populations et communautés autochtones;

j) Que les lieux sacrés soient respectés;

k) Que la Convention No 169 de l'OIT, signée et ratifiée par le Gouvernement mexicain, soit respectée.

6. Dans le processus de mondialisation dans lequel est engagé le Mexique et qui s'est accéléré en 1994 avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange signé avec les Gouvernements des Etats-Unis et du Canada, les peuples autochtones retombent dans l'oubli. Ceci d'autant que leurs terres sont convoitées soit par les gros propriétaires terriens, soit par les compagnies d'extraction de pétrole ou d'uranium ou par les négociants en bois précieux, qui, tous, font en sorte que leurs conditions de vie soient gravement détériorées, ceci s'ajoutant à une présence militaire et paramilitaire considérée comme le seul moyen de combattre leur lutte pour une société plus juste.

7. Pendant notre séjour au Chiapas, nous avons pu observer à quel point le problème de la terre demeure crucial pour comprendre le conflit du Chiapas, et comment, dans les zones où l'on a vu se produire des occupations de terres ou se manifester leur processus d'organisation, gardes blanches et militarisation apparaissent comme unique forme de réponse.

8. Les peuples autochtones sentent que la lutte pour la reconnaissance de leurs droits et cultures propres, de leurs formes d'organisation et de la maîtrise de leurs propres ressources est la seule façon de garantir qu'ils ne soient pas dévorés par le processus de mondialisation économique qui sévit à travers le monde. C'est une lutte pour la survie et pour s'arracher à l'oubli, en s'appuyant sur la mémoire de leurs modes de vie propres.

9. Le Mexique ne pourra réaliser sa transition démocratique aux dépens des peuples autochtones mais ne parviendra à l'accomplir que dans la mesure où ses droits garantiront la démocratie, la justice et la liberté pour tous.

-----